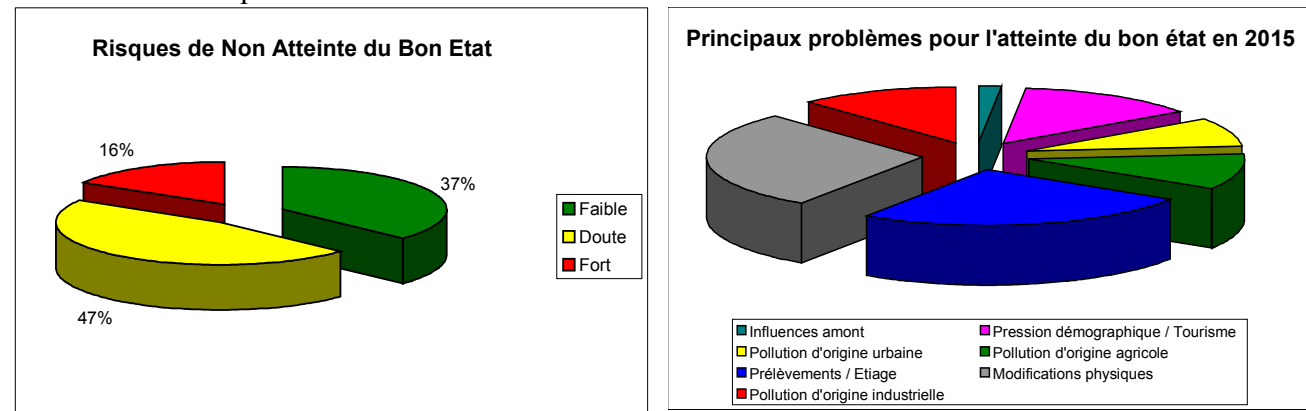


LES COURS D'EAU

Les cours d'eau du territoire "Rive Droite du Rhône Aval" sont fortement marqués par le climat méditerranéen surtout au sud : ils présentent généralement des débits d'étiage très faibles et sont soumis à des crues souvent violentes de type cévenol de la fin de l'été à l'automne. Ces caractéristiques rendent délicate la qualification de l'état écologique de ces cours d'eau dits « méditerranéens ». De plus, leur fonctionnement naturel est difficile à appréhender compte tenu des modifications anthropiques subies, notamment sur les débits (hydroélectricité avec présence de nombreux petits seuils, irrigation, réalimentations, rejets de stations d'épuration...).

Les figures ci-dessous présentent les principaux problèmes pour atteindre les objectifs fixés par la Directive ainsi que l'identification des risques de non atteinte du bon état. Sur le territoire, 32 % des masses d'eau ont été pré-identifiées comme fortement modifiées



Les cours d'eau de ce territoire sont particulièrement concernés par la problématique de **gestion quantitative de la ressource** en eau.

Les usages nécessitant des besoins en eau importants sont nombreux. Il s'agit de l'alimentation en eau potable, de l'hydroélectricité généralement en tête de bassin versant, de l'irrigation destinée à l'agriculture et des loisirs liés à la baignade et au canoë-kayak.

La problématique est d'autant plus complexe que les cours d'eau présentent des caractéristiques dites « méditerranéennes » (étiages sévères) et qu'ils sont soumis à une pression touristique croissante (saisonnalité des besoins en eau). Aussi, la pression sur la ressource est maximale durant la période d'étiage : période la plus sensible pour les milieux aquatiques.

La **modification physique** des cours d'eau apparaît, également, comme une question importante sur ce territoire. Le cloisonnement du milieu¹ et la modification du lit et des berges² impactent le fonctionnement de l'écosystème³ mais également les crues⁴.

La difficulté consiste à concilier le bon fonctionnement de l'écosystème et les usages qui l'impactent :

- Les besoins en eau potable qui limitent actuellement les possibilités d'urbanisation et d'aménagement du territoire,
- Hydroélectricité et prélèvements : dérivations en tête de bassin versant, obstacles créant une rupture de la continuité écologique, éclusées, création de retenues,
- Agriculture : construction de murs et murets sur les rives, cultures sur berges qui
- Urbanisation : réduction de l'espace de mobilité et aggravation des crues,
- Extraction : déstabilisation du lit et des berges entraînant des érosions.

¹ Présence de seuils, de barrages, ...

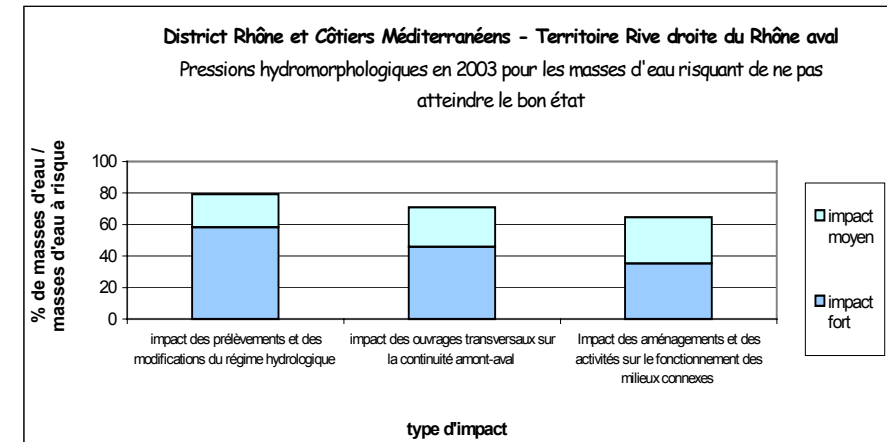
² Endiguement, recalibrage, chenalisation, incision du lit, ...

³ Impacts sur les poissons, les invertébrés, la ripisylve, les zones humides, le fonctionnement morphologique, ...

⁴ Accélération des eaux dans les zones endiguées et risques de rupture de digues, disparition des champs d'expansion de crues dans les zones urbanisées, ...

Ces problématiques font l'objet de 4 questions importantes, développées dans le document d'avant-projet d'état des lieux du district, auxquelles on pourra se reporter :

- Les prélèvements : comment garantir la pérennité de certains usages sans remettre en cause l'atteinte du bon état ?
- L'hydroélectricité : comment rendre compatible le développement de l'énergie renouvelable et la protection des milieux aquatiques ?
- La restauration physique, un champ d'action fondamental pour améliorer la qualité des milieux ?
- Les crues et les inondations : la réduction du risque ne passe-t-elle pas par le respect de la rivière ?

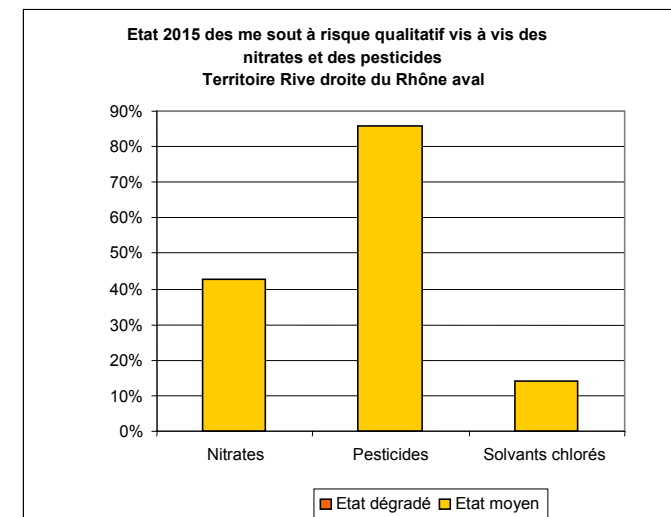
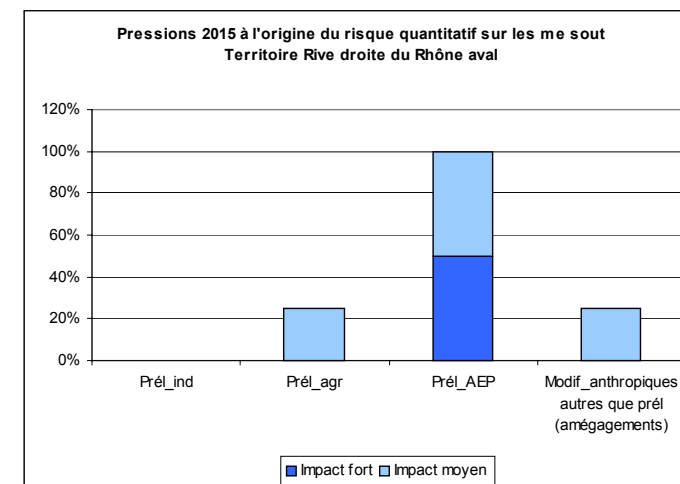
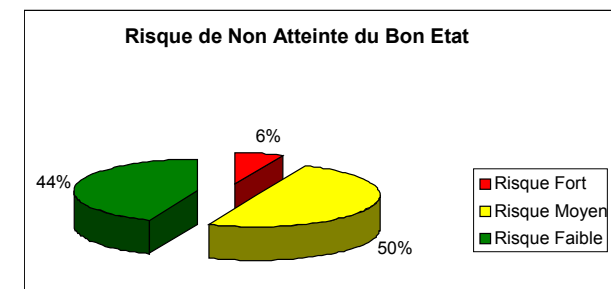


LES EAUX SOUTERRAINES

Les eaux souterraines constituent une ressource majeure puisqu'elles fournissent la majorité des prélèvements pour l'AEP. Plus de la moitié des volumes prélevés proviennent des aquifères alluviaux (Ardèche, Cèze, Gardons, ...). Les karsts (Urgonien) contribuent aussi largement à la satisfaction des besoins en eau.

Les spécificités liées à la gestion et à la préservation des ressources en eaux souterraines sont développées dans le document d'avant-projet d'état des lieux du district, auquel on pourra se reporter.

La figure ci-contre présente les risques globaux de non atteinte du bon état (qualitatif et quantitatif).



QUESTIONS TRANSVERSALES

Essor démographique et touristique.

L'essor démographique et touristique qui gagne ce territoire mérite d'être anticipé et géré. Il se présente sous deux aspects principaux :

- Ce territoire est particulièrement attractif pour la pratique du tourisme "vert". En période estivale, la population augmente considérablement, en particulier aux abords directs des cours d'eau.
- D'autre part, la pression démographique, jusqu'ici concentrée sur le couloir rhodanien et la frange littorale, commence à gagner l'arrière pays. Des communes comme Alès ou Bagnols/Cèze prennent de plus en plus d'importance.

La difficulté reste de concilier la préservation de la qualité des milieux avec une pression touristique croissante. Cette pression, forte sur certains secteurs, pose le problème de concentration des populations et celui des besoins importants pour une période très courte durant laquelle les milieux sont les plus sensibles (étiage) : besoins d'espace, d'infrastructures, d'équipements, de ressource en eau.

L'augmentation de la population, saisonnière ou permanente, entraîne une augmentation proportionnelle des besoins en eau pour l'AEP mais également pour les usages privés (piscines, arrosage des jardins) ou public (maintien d'une certaine hauteur d'eau pour la pratique de la baignade et des sports d'eau vive, arrosage des espaces verts, alimentation en eau des nouvelles infrastructures publiques...). Ainsi, sur une même ressource en eau, de nouveaux usages s'additionnent aux anciens, ce qui pose la question du partage de cette ressource, notamment en période d'étiage.

D'autre part, l'accroissement démographique nécessite d'être anticipé pour dimensionner correctement les ouvrages d'épuration des eaux usées et pluviales. Par ailleurs, les stations d'épuration des communes les plus touristiques doivent pouvoir supporter d'importantes fluctuations saisonnières sans dysfonctionner. Enfin, les usages ludiques (baignade, ...) nécessitent des traitements bactériologiques assurés par les ouvrages d'assainissement.

Ainsi la problématique socio-économique de ce territoire est assez complexe : le tourisme est une activité "vitale" mais les investissements sont supportés par une population permanente très réduite. Aussi, les capacités d'investissement et de financement sont limitées.

Une méconnaissance de la valeur des biens et services environnementaux risquerait de conduire à une sous-estimation ou à une mauvaise prise en compte de cette question dans les politiques publiques ou les projets d'infrastructures.

La problématique liée à la pression démographique et touristique est particulièrement complexe puisqu'elle englobe toute une série d'autres problématiques : la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau superficielle naturellement limitée, le risque "inondation" et l'aménagement du territoire au sens large.

Une approche globale s'avère nécessaire d'autant que les prévisions démographiques prévoient un rythme de croissance tendanciel soutenu d'ici à 2030.

Il faut développer les démarches de gestion concertée et assurer le lien avec les politiques d'aménagement du territoire. Le défi est d'aller vers une politique territoriale intégratrice des enjeux de l'eau. Cette politique doit être partagée, collective et solidaire. Pour cela, plusieurs pistes doivent être approfondies : clarifier les compétences des différents acteurs publics, articuler les missions de police, rechercher la cohérence des différentes politiques sectorielles.

Autres questions importantes

Les milieux aquatiques du territoire "Rive Droite du Rhône Aval" sont concernés par d'autres problématiques communes à l'ensemble des milieux aquatiques du bassin. Ainsi 11 questions importantes permettent d'identifier les conditions de réussite de la politique de l'eau et notamment de l'atteinte des objectifs de la DCE sur le district "Rhône et Côtiers méditerranéens". La lecture de ces questions, dans le document d'avant projet d'état des lieux, permettra une approche globale des enjeux posés par la mise en œuvre de la Directive.